

ADA

COMPTES CONSOLIDES

31 DECEMBRE 2014

A – Bilan consolidé	3
B – Compte de résultat consolidé et Etat du résultat global consolidé	4
C – Tableaux de flux de trésorerie consolidés	5
D – Variation des capitaux propres consolidés	6
E – Notes annexes aux comptes consolidés	6
1 – Informations relatives à l'entreprise	6
2 – Principes comptables et modalités de consolidation	6
2.1. Principes d'établissement des états financiers	7
2.2. Méthode de consolidation	8
2.3. Regroupements d'entreprises	8
2.4. Immobilisations incorporelles et corporelles	8
2.5. Autres actifs financiers non courants	10
2.6. Stocks	10
2.7. Créances clients	10
2.8. Autres créances	10
2.9. Impôts différés et impôts courants	10
2.10. Trésorerie et équivalents de trésorerie	11
2.11. Provisions	11
2.12. Engagements de retraite et assimilés	11
2.13. Reconnaissance du chiffre d'affaires	11
2.14. Contrats de location	11
2.15. Paiement fondé sur des actions	12
2.16. Comptabilisation de l'écotaxe	12
2.17. Résultat net par action	12
2.18. Actifs et Passifs détenus en vue d'être cédés	12
2.19. Principales sources d'incertitude relatives aux estimations	13
2.20. Changements d'estimation	14
2.21. Information sectorielle	14
2.22. Résultat financier	14
3 – Périmètre de consolidation	14
4. Notes sur le bilan et le compte de résultat	17
4.1. Écarts d'acquisition	17
4.2. Immobilisations incorporelles	18
4.3. Immobilisations corporelles	19
4.4. Autres actifs financiers non courants	19
4.5. Créances clients	20
4.6. Autres actifs courants	20
4.7. Charges et produits constatés d'avance	20
4.8. Trésorerie nette	21
4.9. Capitaux propres consolidés	21
4.10. Provisions non courantes et courantes	23
4.11. Emprunts et dettes financières	24
4.12. Dettes fournisseurs et autres passifs courants	24
4.13. Chiffre d'affaires	25
4.14. Produits et charges opérationnels	25
4.15. Coût de l'endettement financier net	26
4.16. Impôts sur le résultat	26
4.17. Résultat par action	27
4.18. Informations relatives aux parties liées	28
5 - Autres informations	30
5.1. Engagements	30
5.2. Objectifs et politiques de gestion des risques	32
5.3. Montants des honoraires des commissaires aux comptes	33
5.4. Evènements importants postérieurs à la clôture	33

A – Bilan consolidé

Actif		31/12/2014	31/12/2013
Écarts d'acquisition nets	note 4.1	10 797	9 461
Immobilisations incorporelles nettes	note 4.2	3 260	3 568
Immobilisations corporelles nettes	note 4.3	7 637	5 117
Participation dans les entreprises associées		0	0
Autres actifs financiers non courants	note 4.4	568	552
Actifs d'impôt différé	note 4.16	1 924	1 768
Total actifs non courants		24 186	20 466
Stocks et en-cours nets		135	121
Créances clients nettes	note 4.5	13 490	14 443
Autres actifs courants	note 4.6	14 986	17 514
Actifs d'impôts courants	note 4.16	0	0
Charges constatées d'avances	note 4.7	788	791
Trésorerie et équivalents de trésorerie	note 4.8	277	385
Total actifs courants		29 676	33 254
Total actif		53 862	53 720

Passif		31/12/2014	31/12/2013
Capital		4 442	4 442
Primes et autres réserves consolidées		19 882	17 475
Résultat de l'exercice		3 247	2 415
Capitaux propres part du Groupe		27 571	24 332
Intérêts non contrôlant		0	0
Capitaux propres totaux	note 4.9	27 571	24 332
Provisions non courantes	note 4.10	578	395
Dettes financières non courantes	note 4.11	0	177
Passifs d'impôt différé	note 4.16	0	0
Total passifs non courants		578	572
Provisions courantes	note 4.10	0	30
Dettes financières courantes	note 4.11	11 114	6 589
Dettes fournisseurs	note 4.12	5 919	12 471
Autres passifs courants	note 4.12	6 079	9 307
Impôt exigible	note 4.16	0	0
Produits constatés d'avance	note 4.7	2 601	419
Total passifs courants		25 713	28 816
Total passif		53 862	53 720

B – Compte de résultat consolidé et Etat du résultat global consolidé

		31/12/2014	31/12/2013
Chiffre d'affaires	note 4.13	45 257	35 080
Achats et variations de stocks		-752	-1 283
Charges externes		-28 813	-22 819
Charges de personnel	note 4.14	-4 985	-4 600
Impôts et taxes		-1 059	-902
Dotation aux amortissements et aux provisions nettes		-8 242	-6 876
Autres produits et charges opérationnels	note 4.14	1922	3 887
Résultat opérationnel		3 328	2 487
Quote-part dans le résultat net des entreprises associées		0	0
Résultat des activités ordinaires		3 328	2 487
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		329	215
Coût de l'endettement financier brut		-177	-293
Coût de l'endettement financier net	note 4.15	152	-78
Impôts sur le résultat	note 4.16	-390	5
Impôts différés		157	
Résultat des activités abandonnées		0	0
Résultat net consolidé		3 247	2 414
Résultat revenant aux Minoritaires		0	0
Résultat net part du Groupe		3 247	2 414
Résultat net par action	note 4.17		
de base		<i>1.11€</i>	0,83€
dilué		<i>1.11€</i>	0,83€

Etat du résultat global consolidé		31/12/2014	31/12/2013
Résultat net		3 247	2 414
Réévaluation des instruments dérivés de couverture		0	0
Résultat global de la période		3 247	2 414
Dont part du Groupe		3 247	2 414
Dont part des intérêts non contrôlant		0	0

C – Tableaux de flux de trésorerie consolidés

		31/12/2014	31/12/2013
Résultat net		3 247	2 414
Part des minoritaires		0	0
Quote-part dans le résultat sociétés en équivalence		0	0
Dividende reçu des sociétés mises en équivalence		0	0
Dotations nettes aux amortissements		4 011	2 607
Dotations nettes des provisions		153	54
Pertes de valeur		0	0
Charges calculées liées aux paiements en actions	note 4.9	0	7
Plus et moins-values de cession d'actifs immobilisés		-816	-1 003
Impôts différés	note 4.16	-157	0
Intérêts financiers nets	note 4.15	-152	78
Capacité d'autofinancement		6 286	4 157
Variation des stocks		14	24
Variation des créances clients	note 4.5	-2 320	677
Variation des dettes fournisseurs	note 4.12	-6 308	-281
Variation des autres créances et dettes	notes 4.6 et 4.12	10 049	-4 482
Variation des charges et produits constatés d'avance	note 4.7	-2 288	278
Variation du Besoin en Fonds de Roulement		-853	-3 784
Flux net de trésorerie générés par l'activité		5 433	373
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	note 4.2	-1 057	-1 387
Acquisitions d'immobilisations corporelles	note 4.3	-14 084	-3 504
Acquisitions d'immobilisations financières	note 4.4	1 949	-137
Cession d'immobilisations corporelles	note 4.3	3 509	3 949
Cession d'immobilisations incorporelles	note 4.2	917	2 385
Cession d'immobilisations financières	note 4.4	87	154
Acquisition et cessions de filiales nettes de trésorerie		0	3
Acquisitions d'agences		-3 561	-2 335
Cessions d'agences		2 207	2 196
Flux net de trésorerie liés aux opérations d'investissement		-10 033	1 325
Augmentation capital	note 4.9	0	0
Variation du compte courant	note 4.12	0	0
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	note 4.9	0	0
Dividendes versés aux actionnaires minoritaires		-8	-1
Encaissement provenant des lignes de crédit		23 353	19 080
Décaissement provenant des lignes de crédit		-17 336	-20 744
Décaissements provenant du remboursement de crédit-bail	note 5.1	-210	-205
Intérêts financiers	note 4.15	174	-80
Flux net de trésorerie liés aux opérations de financement		5 973	-1 950
Variation de trésorerie		1 373	-253
Trésorerie nette à l'ouverture	note 4.8	-2 561	-2 308
Trésorerie nette à la clôture	note 4.8	-1 188	-2 561

D – Variation des capitaux propres consolidés

	Capital	Primes et Réserves consolidées non distribuées	Capitaux propres part du Groupe	Intérêts non contrôlant	Total des capitaux propres
Capitaux propres au 01/01/2013	4 442	17 470	21 912		21 912
Résultat 2013		2 414	2 414		2 414
Réserves stocks-options		7	7		7
Instrument dérivés		0	0		0
Dividendes		0	0		0
Capitaux propres au 31/12/2013	4 442	19 890	24 332		24 332
Résultat 2014		3 247	3 247		3 247
Réserves stocks-options		-8	-8		-8
Instrument dérivés					
Dividendes					
Capitaux propres au 31/12/2014	4 442	23 129	27 571		27 571

E – Notes annexes aux comptes consolidés

Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en milliers d'euros.

1 – Informations relatives à l'entreprise

Le groupe ADA, constitué de la société et de ses filiales (le « Groupe »), a pour principale activité le développement et l'animation d'un réseau de franchisés qui exploitent des agences de location de véhicules sous l'enseigne ADA. Les franchisés sont des entrepreneurs indépendants qui gèrent de façon autonome leur activité, tout en respectant la charte de qualité liée au contrat de franchise.

Les états financiers consolidés reflètent la situation comptable du Groupe, ainsi que les intérêts dans les entreprises associées.

Le Groupe fait partie du périmètre consolidé du groupe G7.

En date du 12 mars 2015, le Conseil d'Administration a arrêté les comptes consolidés au 31 décembre 2014 et autorisé la publication des états financiers consolidés du Groupe ADA au 31 décembre 2014. Ces comptes ne seront définitifs qu'après leur approbation par l'Assemblée Générale des actionnaires qui se tiendra courant juin 2015.

2 – Principes comptables et modalités de consolidation

Coté sur Alternext, le Groupe a choisi de publier ses états financiers selon le référentiel IFRS.

Le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté par l'Union Européenne au 31 décembre 2014 et disponible sur le site http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission comprend les normes approuvées par l'International Accounting Standards Board (IASB), c'est à dire les *International Financial Reporting Standards* (IFRS), les *International Accounting Standards* (IAS), ainsi que leurs interprétations telles qu'é émises par l'IFRIC (*International Financial Reporting Interpretation Committee*).

Conformément à IFRS 1, le groupe a décidé d'appliquer les options suivantes :

- non retraitement des regroupements d'entreprise comptabilisés antérieurement au 1er janvier 2004,
- pas de réévaluation des immobilisations corporelles au 1er janvier 2004 (maintien du coût historique conforme à IAS 16),
- pas d'application d'IFRS 2 aux instruments de capitaux propres attribués avant le 7 novembre 2002.

Toutes les normes et interprétations appliquées par le Groupe ADA dans les présents comptes sont compatibles avec les directives européennes d'une part et les normes et interprétations en vigueur dans l'Union Européenne d'autre part, les principes comptables retenus pour la préparation des états financiers au 31 décembre 2014 sont conformes à ceux retenus pour la préparation des états financiers au 31 décembre 2013 à l'exception des normes, amendements et interprétations suivantes applicables de façon obligatoire pour les états financiers 2014.

- Normes et interprétations nouvellement applicables à partir du 1er janvier 2014:

- IFRS 10 : Etats financiers consolidés
- IFRS 11 : Partenariats
- IFRS 12 : Informations à fournir sur les intérêts dans d'autres entités
- IAS 27 révisée : Etats financiers individuels
- IAS 28 révisée : Participation dans des entreprises associées et coentreprises
- Amendement IAS 19 - Régimes à prestations définies : cotisations des membres du personnel
- Amendement IAS 32 : Compensation des actifs financiers et passifs financiers
- Amendement IAS 36 : Informations sur la valeur recouvrable des actifs non financiers
- Amendement IAS 39 et IFRS 9 : Novation de dérivés et maintien de la comptabilité de couverture
- Améliorations annuelles des IFRS cycles 2010-2012 et 2011-2013

L'application de ces nouvelles normes et interprétations n'a pas eu d'impact significatif sur les comptes au 31 décembre 2014

- Normes et interprétations optionnelles au 31 décembre 2014:

Les états financiers du groupe au 31 décembre 2014 n'intègrent pas les éventuels impacts de normes publiées au 31 décembre 2014 mais dont l'application n'est pas obligatoire.

Le groupe n'a pas appliqué par anticipation :

- IFRIC 21 : Taxes prélevées par une autorité publique, applicable au plus tard aux exercices ouverts à partir du 1^{er} janvier 2015.

Le processus de détermination par le Groupe des impacts potentiels de l'application de ces normes et interprétations sur les résultats consolidés, la situation financière, la variation de trésorerie et le contenu des annexes aux comptes est en cours. Le Groupe n'anticipe pas, à ce stade de sa réflexion, d'impact significatif sur ses états financiers.

2.1. Principes d'établissement des états financiers

Les comptes consolidés annuels et les notes annexes sont établis selon la convention du coût historique, à l'exception de certaines catégories d'actifs et passifs, conformément aux règles édictées par les normes IFRS. Les catégories concernées sont mentionnées dans les notes suivantes.

Le bilan présente en actifs et passifs courants la partie à moins d'un an des actifs d'exploitation (notamment les stocks, les créances et les autres actifs) et des passifs d'exploitation (notamment les provisions, fournisseurs, et autres passifs).

L'ensemble des sociétés du Groupe clôturent leur compte au 31 décembre.

2.2. Méthode de consolidation

Les sociétés sur lesquelles ADA exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

Les sociétés dans lesquelles ADA exerce directement ou indirectement une influence notable sont mises en équivalence. L'influence notable est présumée quand le pourcentage de droits de vote est supérieur ou égal à 20%.

Les sociétés contrôlées conjointement sont consolidées par intégration proportionnelle.

En cas d'intégration globale, la part des intérêts ne donnant pas le contrôle dans le résultat net et les capitaux propres de la filiale est affichée séparément dans les états financiers consolidés. Les intérêts non contrôlant représentent la part de profit ou de perte ainsi que les actifs net, qui ne sont pas attribuable directement ou indirectement à la maison mère ADA. En cas d'acquisition d'une participation complémentaire dans une filiale consolidée, la différence entre le prix payé et la valeur comptable des intérêts non contrôlant est comptabilisée en variation des capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère du Groupe.

Les transactions réalisées entre les sociétés consolidées ainsi que les profits intragroupes sont éliminés en consolidation. La société clôture son exercice fiscal de 12 mois au 31 décembre et établit une situation intermédiaire au 30 juin. Il en est de même pour ses filiales.

2.3. Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises antérieurs au 1er janvier 2004 n'ont pas été retraités conformément à l'option offerte par IFRS 1 "Première application des IFRS".

Les regroupements postérieurs au 1er janvier 2004 sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition en conformité avec IFRS 3 "Regroupements d'entreprises". Ainsi, lors de la première consolidation d'une entreprise contrôlée exclusivement, les actifs, passifs et passifs éventuels, évaluables de façon fiable, de l'entreprise acquise sont évalués à leur juste valeur. L'écart résiduel représentatif de la différence entre le coût d'acquisition et la quote-part des actifs nets évalués à leur juste valeur, est comptabilisé en écart d'acquisition.

Pour les acquisitions survenues depuis le 1er janvier 2010, le Groupe applique la norme IFRS 3 révisée – Regroupements d'entreprises ainsi que la norme IAS 27 révisée – États financiers consolidés et individuels.

Les regroupements d'entreprises sont désormais comptabilisés de la manière suivante :

- les actifs identifiables acquis et passifs repris sont évalués à la juste valeur à la date d'acquisition,
- la participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise (intérêts non contrôlant) est évaluée soit à la juste valeur, soit en retenant la quote-part de l'actif net identifiable de l'entité acquise. Cette option est disponible au cas par cas pour chaque opération de regroupement d'entreprises.

Les frais connexes à l'acquisition sont comptabilisés en charge à mesure qu'ils sont engagés.

Les ajustements de prix éventuels du regroupement d'entreprises sont valorisés à la juste valeur à la date d'acquisition. Après la date d'acquisition, l'ajustement de prix est évalué à sa juste valeur à chaque arrêté des comptes. Au-delà d'une période d'un an à compter de la date d'acquisition, tout changement de cette juste valeur sera constaté en résultat. A l'intérieur de ce délai d'un an, les changements de cette juste valeur explicitement liés à des événements postérieurs à la date d'acquisition seront également comptabilisés en résultat.

A la date d'acquisition, l'écart d'acquisition correspond à la différence entre :

- la juste valeur de la contrepartie transférée, augmentée du montant des intérêts non contrôlant dans l'entreprise acquise et, dans un regroupement d'entreprises réalisé par étapes, de la juste valeur à la date d'acquisition de la participation précédemment détenue par l'acquéreur dans l'entreprise acquise, ainsi réévaluée par le compte de résultat et,
- le solde net des montants des actifs identifiables acquis et passifs repris à la date d'acquisition.
- L'acquisition complémentaire de titres après une prise de contrôle exclusif.

Lors d'une acquisition complémentaire de titres d'une entité déjà contrôlée exclusivement, l'écart entre le prix d'acquisition des titres et la quote-part complémentaire de capitaux propres consolidés acquise est constaté en capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère du Groupe en maintenant inchangée la valeur consolidée des actifs et passifs identifiables de la filiale y compris le goodwill.

2.4. Immobilisations incorporelles et corporelles

Conformément à la norme IAS 16 « Immobilisations corporelles » et à la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles », seuls les éléments dont le coût peut être déterminé de façon fiable et pour lesquels il est probable que les avantages économiques futurs iront au Groupe sont comptabilisés en immobilisations.

Conformément à la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », lorsque des événements ou modifications d'environnement de marché indiquent un risque de perte de valeur des immobilisations incorporelles et corporelles, celles-ci font l'objet d'un test de dépréciation afin de déterminer si leur valeur nette comptable est inférieure à leur valeur recouvrable, celle-ci étant définie comme la plus élevée de la juste valeur (diminuée du coût de cession) et de la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée par actualisation des flux de trésorerie futurs attendus de l'utilisation du bien et de sa cession.

Dans le cas où le montant recouvrable serait inférieur à la valeur nette comptable, une perte de valeur est comptabilisée pour la différence entre ces deux montants. Les pertes de valeur relatives aux immobilisations corporelles et incorporelles à durée de vie définie peuvent être reprises ultérieurement si la valeur recouvrable redevient plus élevée que la valeur nette comptable (dans la limite de la dépréciation initialement comptabilisée).

Écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition sont constatés lors des regroupements d'entreprise et comptabilisés comme suit :

- les écarts d'acquisition positifs sont inscrits à l'actif immobilisé.
- les écarts d'acquisition négatifs sont directement comptabilisés en résultat.

Les écarts d'acquisition font l'objet d'un test de dépréciation annuel et lorsqu'il existe un indice de perte de valeur. Pour ce test, les écarts d'acquisition sont affectés à des Unités Génératrices de Trésorerie ou à des regroupements d'Unités Génératrices de Trésorerie qui correspondent à des ensembles générant conjointement des flux de trésorerie identifiables et largement indépendants des autres flux générés par d'autres actifs ou groupes d'actifs.

Depuis 2010 le Groupe n'exploite plus d'agence à l'exception du site de Limoges et très ponctuellement de quelques agences en cours de revente à un franchisé. Il n'y a qu'un seul secteur d'activité dans lequel nous distinguons deux UGT : Franchise et Location Gérance.

L'UGT liée à la Location Gérance est définie par l'intégralité du portefeuille de fonds de commerce détenu par le Groupe et mis en location gérance en contrepartie d'une redevance versée. Les agences en location-gérance génèrent des flux entrants complémentaires de la Franchise que sont les royalties de location-gérance (3,3% du chiffre d'affaires ou au forfait annuel) et ne contribuent que marginalement aux flux générés par les autres services aux franchiseurs. Les décisions d'investissement et de désinvestissement se font globalement par rapport au positionnement de l'enseigne. Le Groupe considère que la Location Gérance représente la plus petite UGT à laquelle peuvent être alloués ces écarts d'acquisition liés aux fonds détenus, pour mesurer leur valeur recouvrable. La valeur recouvrable est mesurée en fonction des cashflows actualisés des fonds de commerce en location gérance et de ceux non actualisés en restructuration. Si la valeur recouvrable ainsi mesurée est inférieure à la valeur nette comptable de l'ensemble des actifs affectés à cette UGT, une dépréciation est comptabilisée en autres produits et charges opérationnels.

L'UGT Franchise comprend les écarts d'acquisition qui sont représentatifs du coût de mise en place et de développement du réseau de franchise ADA. La valeur recouvrable de cette UGT correspond à la combinaison des flux de trésorerie futurs nets actualisés de l'activité franchiseur et d'un pourcentage du chiffre d'affaires de l'enseigne. Si la valeur recouvrable ainsi mesurée est inférieure à la valeur nette comptable de l'ensemble des actifs affectés à cette UGT, une dépréciation est comptabilisée en autres produits et charges opérationnels. Ce sont les écarts d'acquisition qui sont dépréciés en premier lieu puis les autres actifs rattachés à l'UGT, avec constatation de la perte en compte de résultat.

Le groupe considère que la distinction en deux UGT réside dans le niveau de risque et la destination de ces immobilisations. En effet, le niveau de risque portant sur les fonds de commerce mis en location gérance est inférieur au regard des capitaux investis. Ces fonds de commerce sont destinés à une revente à plus ou moins long terme avec le souci de garantir et d'arbitrer le maillage du réseau au plus près des zones territoriales importantes pour la marque.

Autres Immobilisations incorporelles

Les coûts de développement des logiciels créés (y compris les coûts de déploiement ou de développement interne) sont portés à l'actif lorsqu'il est probable que ces dépenses généreront des avantages économiques futurs. Ces coûts sont amortis linéairement sur la durée d'utilisation estimée des logiciels, soit 7 ans à compter de la mise en service.

Les autres actifs incorporels sont comptabilisés à leur coût d'acquisition et amortis linéairement en fonction de leur durée d'utilisation prévue, sans excéder 20 ans.

Le droit au bail ne fait pas l'objet d'un amortissement.

Immobilisations corporelles

Conformément à IAS 16 "Immobilisations corporelles", les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeur constatées. Elles ne font l'objet d'aucune réévaluation.

Les biens financés par un contrat de crédit bail ou de location de longue durée, qui en substance transfèrent tous les risques et avantages liés à la propriété de l'actif au locataire, sont comptabilisés dans l'actif immobilisé (voir note 2.14).

L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire suivant des durées d'utilité estimées. Les durées d'utilisation sont les suivantes :

Constructions	25 ans
Agencements et aménagements divers.....	5 à 10 ans
Matériel de bureau et mobilier.....	5 à 10 ans

Il est tenu compte de la valeur résiduelle dans le montant amortissable, quand celle-ci est jugée significative. Les différentes composantes d'une immobilisation corporelle sont comptabilisées séparément lorsque leur durée de vie estimée et donc leur durée d'amortissement sont significativement différentes.

Dépréciation des immobilisations corporelles et autres immobilisations incorporelles

Conformément à IAS 36 “Dépréciation d’actifs”, la valeur d’utilité des immobilisations corporelles et incorporelles à durée de vie définie (amortissables) est testée dès l’apparition d’indices de perte de valeur, et passées en revue à chaque clôture. Ce test est effectué au minimum une fois par an pour les actifs à durée de vie indéfinie (non amortissables). A chaque date d’arrêté, lorsque des indicateurs internes ou externes indiquent un risque de perte de valeur des immobilisations incorporelles ou corporelles, un test de dépréciation doit être réalisé. Le test consiste à comparer la valeur nette comptable de l’actif à sa valeur recouvrable, celle-ci étant définie comme la plus élevée entre la valeur d’utilité ou la juste valeur diminuée des coûts de vente. Si la valeur recouvrable est inférieure à la valeur nette comptable, une perte de valeur est comptabilisée pour la différence. Les pertes de valeur constatées sur les immobilisations corporelles et incorporelles à durée d’utilité définie peuvent être reprises ultérieurement si la valeur recouvrable redevient supérieure à la valeur nette comptable, dans la limite de la dépréciation initialement comptabilisée.

2.5. Autres actifs financiers non courants

Ils correspondent à des dépôts et cautions. Leur valeur nette comptable est représentative de leur juste valeur.

2.6. Stocks

Les stocks sont évalués initialement au coût d’achat. Lorsque la valeur nette de réalisation devient inférieure à la valeur nette comptable, une provision pour dépréciation est alors comptabilisée.

2.7. Créances clients

Les créances clients sont évaluées pour leur montant net de provisions pour créances douteuses. Les provisions pour dépréciation sont calculées selon la méthode suivante :

- 25% pour les créances supérieures à 6 mois
- 50% pour les créances supérieures à 12 mois
- 100% pour les créances supérieures à 18 mois

Une dépréciation complémentaire est effectuée en fonction des possibilités de recouvrement estimées au cas par cas à la date d’arrêté des comptes sur toutes les créances significatives.

2.8. Autres créances

Les autres créances sont évaluées pour leur montant net de provisions pour créances douteuses. Elles comprennent principalement les créances sociales et fiscales ainsi que les créances constatées vis-à-vis des tiers *Constructeurs* dans le cadre de leur engagement de rachat sur les véhicules achetés. Ces créances sont comptabilisées pour la valeur de l’engagement de rachat.

La différence entre le prix d’achat et le montant de l’engagement de rachat est comptabilisée en charges constatées d’avance et amorti sur la durée d’utilisation des véhicules.

2.9. Impôts différés et impôts courants

Des impôts différés sont calculés sur toutes les différences temporelles entre la base imposable et la valeur en consolidation des actifs et passifs.

Les actifs et passifs d’impôts différés reflètent les allègements ou accroissements des impôts futurs à payer qui résultent pour certains éléments d’actif et de passif des différences d’évaluation temporaires entre leurs valeurs comptables et leurs assiettes fiscales, ainsi que des déficits fiscaux et crédits d’impôts reportables. Les actifs et passifs d’impôts différés sont évalués sur la base des taux d’imposition applicables au bénéfice imposable et du niveau imputable, des années au cours desquelles ces différences temporelles sont susceptibles de se renverser ou de se solder.

Des actifs d’impôts différés sont inscrits au bilan dans la mesure où il est plus probable qu’improbable qu’ils soient récupérés au cours des années ultérieures. Les actifs et passifs d’impôt différé ne sont pas actualisés.

Pour apprécier la capacité du Groupe à récupérer ces actifs, il est notamment tenu compte des éléments suivants :

- prévisions de résultats fiscaux futurs,
- part des charges non récurrentes ne devant pas se renouveler à l’avenir incluse dans les pertes passées,
- historique des résultats fiscaux des années précédentes,
- et le cas échéant, stratégie fiscale comme la cession envisagée d’actifs sous-évalués.

La charge d’impôt incluse dans la détermination du résultat net de l’exercice est égale au montant total (i) des impôts courants et (ii) des impôts différés. La charge d’impôt est normalement comptabilisée dans le compte de résultat à l’exception de la fraction d’impôt relative aux éléments comptabilisés en capitaux propres. Dans ce cas, l’impôt est comptabilisé également en capitaux propres.

Les impôts courants correspondent au montant des impôts sur le résultat payables au titre des bénéfices imposables de l’exercice. Ils sont calculés sur la base des taux d’impôts adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture, et sont corrigés des ajustements d’impôts dus au titre des exercices antérieurs.

2.10. Trésorerie et équivalents de trésorerie

Conformément à la norme IAS 7 « Tableau des flux de trésorerie », la trésorerie figurant dans le tableau des flux de trésorerie consolidés « trésorerie nette », comprend les disponibilités, les placements à court terme, liquides et facilement convertibles en un montant déterminable de liquidité et les soldes bancaires créditeurs. Les placements dans des actions cotées, les placements à plus de trois mois sans possibilité de sortie anticipée ainsi que les comptes bancaires faisant l'objet de restrictions (comptes bloqués) sont exclus de la trésorerie du tableau des flux de trésorerie.

Ainsi, les équivalents de trésorerie ne comprennent que des placements de trésorerie ayant une échéance inférieure à 90 jours, présentant un risque négligeable de perte de valeur en cas d'évolution des taux d'intérêt, et mobilisables ou cessibles à très court terme.

Les soldes créditeurs bancaires sont inclus dans les dettes financières à court terme au passif du bilan.

Le compte courant avec la société mère est classé en « Autres passifs courants ».

2.11. Provisions

Conformément à IAS 37 "Provisions", des provisions sont comptabilisées lorsque, à la clôture de l'exercice, il existe une obligation de ADA à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente. Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire, contractuel ou implicite.

L'estimation du montant figurant en provision correspond à la sortie de ressources qu'il est probable qu'ADA devra supporter pour remplir son obligation. Si aucune évaluation fiable de ce montant ne peut être réalisée, aucune provision n'est comptabilisée ; une information en annexe est alors fournie. Du fait des incertitudes inhérentes aux risques supportés, les provisions sont estimées sur la base des informations disponibles à la date d'évaluation.

2.12. Engagements de retraite et assimilés

Les modalités de calcul des engagements de retraite sont conformes à IAS 19. Les engagements de retraite à prestations définies de la Société se limitent aux indemnités de fin de carrière applicables en France. Ces engagements sont évalués selon la méthode actuarielle dite des unités de crédits projetés ("*projected unit credit method*") qui stipule que chaque période de service donne lieu à constatation d'une unité de droit à prestation et évalue séparément chacune de ces unités pour obtenir l'obligation finale. Ces calculs intègrent des hypothèses de mortalité, de rotation du personnel et de projection des salaires futurs.

L'effet des variations des hypothèses actuarielles est constaté dans le résultat de la période.

2.13. Reconnaissance du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires provient principalement des royalties, des prestations au réseau et des produits directs de location de véhicules.

- Les revenus issus de la location des véhicules sont comptabilisés selon IAS 17 et reconnus de façon linéaire sur la durée du contrat en partant du principe que les locataires tirent les mêmes avantages de l'utilisation des biens loués sur l'ensemble de la période de location.

- Les autres prestations de services rendues par ADA sont comptabilisées selon IAS 18. Le produit est comptabilisé en fonction du degré d'avancement de la transaction à la date de clôture et notamment lorsque l'ensemble des conditions suivantes sont satisfaites :

- le montant du produit des activités ordinaires peut être évalué de façon fiable ;
- il est probable que les avantages économiques associés à la transaction iront à l'entreprise ;
- le degré d'avancement de la transaction à la date de clôture peut être évalué de façon fiable ;
- et les coûts encourus pour la transaction et les coûts pour achever la transaction peuvent être évalués de façon fiable.

2.14. Contrats de location

Conformément à IAS 17, les contrats de location pour lesquels la Société détient la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété sont classés en tant que contrats de location financement. Ces contrats sont comptabilisés pour des montants correspondant, au commencement du contrat de location, à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actuelle des paiements minimaux au titre de la location, moins les amortissements cumulés et les pertes de valeur.

En revanche, les contrats de location pour lesquels la Société ne supporte pas les risques et avantages inhérents à la propriété sont classés en tant que contrats de location simple. Les loyers sont comptabilisés comme des charges dans le compte de résultat, les montants étant étalés linéairement sur la durée du bail ou du contrat de location.

Les termes des contrats de location, parmi lesquels l'engagement de rachat par le constructeur, conduisent le groupe à traiter les contrats d'approvisionnement des véhicules comme des contrats de location simple.

2.15. Paiement fondé sur des actions

La norme IFRS 2 "Paiement fondé sur des actions" impose la comptabilisation d'une charge pour les avantages consentis aux salariés et administrateurs de la Société dans le cadre de plans d'options de souscription ou d'achat d'actions et de distribution d'actions gratuites, en contrepartie du compte de réserve dans les capitaux propres pour les transactions dénouées par remise d'actions.

La charge est évaluée à sa juste valeur à la date d'attribution sur la base du modèle Black-Scholes-Merton, et étalée sur la durée d'acquisition des droits. Conformément aux dispositions de la première application de la norme IFRS 2 figurant dans la norme IFRS 1, seuls les plans émis après le 7 novembre 2002 et dont les droits ne sont pas intégralement acquis au 1er janvier 2005 sont comptabilisés selon la norme IFRS 2.

En cas d'exercice, la réserve de stock-options, constituée pendant l'acquisition des droits, est soldée par la contrepartie du compte de trésorerie et du compte de prime d'émission.

2.16. Comptabilisation de l'écotaxe

Les bonus / malus générés par la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement sont pris en compte

- Selon IAS 20 (subvention) s'il s'agit d'un bonus sur un véhicule juridiquement détenu en propre
- Selon IAS 17 (contrat de location) s'il s'agit d'un bonus ou malus sur un véhicule détenu par le biais d'une location simple
- Selon IAS 16 (coût de l'immobilisation) s'il s'agit d'un malus sur un véhicule juridiquement détenu en propre

Selon les cas, les conclusions sont similaires et conduisent la société à étaler l'impact des bonus et des malus sur la durée d'utilisation des véhicules.

2.17. Résultat net par action

Conformément à IAS 33 "Résultat par action", deux types de résultat par action sont présentés : le résultat de base par action ordinaire et le résultat dilué par action ordinaire.

Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation retenu pour le calcul du résultat par action de base est la moyenne des actions entre le début et la fin de l'exercice hors actions propres et actions d'autocontrôle. Les actions émises en cours d'année sont prises en compte au prorata temporis.

Le résultat net dilué par action est, quant à lui, calculé en retenant les instruments donnant accès différé au capital d'ADA (options de souscription).

La méthode utilisée pour calculer l'effet dilutif est la méthode du rachat d'actions, qui consiste à diviser le prix d'exercice des instruments de dilution en circulation, augmenté de la charge de stock-options restant à reconnaître, par le cours moyen de l'action sur la période et à déduire ce nombre d'actions propres ainsi calculé (que pourrait racheter la société avec ce prix d'exercice) du nombre d'options total pour trouver le nombre d'options dilutives à retenir pour le calcul du résultat dilué.

2.18. Actifs et Passifs détenus en vue d'être cédés

Conformément à IFRS 5, un actif immobilisé ou un groupe d'actifs et de passifs directement liés, est considéré comme détenu en vue de la vente quand sa valeur comptable sera recouverte principalement par le biais d'une cession ou d'un échange et non d'une utilisation continue. Pour que tel soit le cas, l'actif doit être disponible en vue de sa cession immédiate et sa cession doit être hautement probable. Ces actifs ou groupes destinés à être cédés sont évalués au plus bas de la valeur comptable et du prix de cession estimé, nets des coûts relatifs à la cession.

Ces actifs sont présentés au bilan dans une rubrique distincte et les produits et charges relatifs à ces actifs seront comptabilisés dans une ligne distincte du compte de résultat « résultat des activités abandonnées », s'ils correspondent à la définition d'un abandon d'activités selon IFRS 5.32, c'est-à-dire :

- une composante constituant une ligne d'activité ou une zone géographique principale ou distincte ;
- sans constituer elle-même une ligne d'activité ou une zone géographique principale ou distincte, cette composante fait partie d'un plan unique et coordonné de cession d'une ligne d'activité ou d'une zone géographique principale ou distincte ;
- cette composante est une filiale acquise uniquement dans l'objectif d'être cédée.

Sur la ligne distincte du compte de résultat, figure un montant unique correspondant à la somme :

- du résultat après impôt des activités abandonnées, et
- du gain (ou de la perte) après impôt comptabilisé lors de l'évaluation des actifs ou groupes d'actifs destinés à être cédés à la juste

valeur nette des frais de cession ou lors de la cession effective des actifs ou groupes d'actifs.

Dans la mesure où ces actifs destinés à la vente ne correspondent pas à un abandon d'activité significatif, les produits et les charges relatifs à ces actifs (ou groupe d'actifs) continuent à être comptabilisés conformément aux principes généraux (sans compensation et dans les rubriques habituelles du résultat des activités ordinaires).

2.19. Principales sources d'incertitude relatives aux estimations

La préparation des comptes consolidés conformément au cadre conceptuel des normes IFRS nécessite la prise en compte d'estimations et d'hypothèses faites par la Direction de la Société. Certains faits et circonstances pourraient conduire à des changements de ces estimations ou hypothèses, ce qui affecterait la valeur des actifs, passifs, capitaux propres et résultat du Groupe.

Ces estimations font l'hypothèse de la continuité de l'exploitation et sont établies en fonctions des informations disponibles lors de leur établissement. Elles s'inscrivent dans le contexte de la crise économique et financière actuelle dont l'ampleur et la durée ne peuvent être anticipées avec précision.

Dans ce contexte, le groupe a obtenu pour l'année 2015 le renouvellement de ses approvisionnements (parc de véhicules) et l'essentiel de leur financement. Les estimations réalisées tiennent compte des engagements reçus et signés en la matière.

Certains faits et circonstances pourraient conduire à des changements de ces estimations ou hypothèses, ce qui affecterait la valeur des actifs, passifs, capitaux propres et résultat du Groupe.

Les principales estimations faites par la direction lors de l'établissement des états financiers portent notamment sur l'évaluation des postes suivants :

- Créances clients

La provision pour dépréciation des créances clients est évaluée en fonction d'un taux de dépréciation qui tient compte de l'ancienneté de la créance. Une dépréciation complémentaire est effectuée en fonction des possibilités de recouvrement estimées au cas par cas à la date d'arrêt des comptes sur toutes les créances significatives.

L'impact total sur le compte de résultat de ces mouvements, en considérant les dotations et les reprises de la période ainsi que les passages en perte et indemnisation, est une charge de 4 154 K€ en 2014 contre une charge de 4 000 K€ en 2013. Le taux de provision au 31/12/2014 est de 20%, contre 17% au 31/12/2013.

Un taux de recouvrabilité plus faible ou la défaillance de certains clients peuvent avoir un impact significatif sur les résultats futurs.

- Impôts différés

Les hypothèses d'activation des impôts différés sont mise à jour à chaque clôture et les impôts différés sont activés dans la mesure où il est probable que de futurs bénéfices imposables permettront à ces actifs d'impôt différés d'être récupérés. Le montant des impôts différés actif est basé sur le jugement de la direction concernant l'horizon temporel et le niveau des futurs bénéfices imposables.

Le montant des économies d'impôt futures s'élève à 1 924 K€ au 31/12/2014 dont la totalité a été activée, compte tenu de l'amélioration des perspectives de rentabilité du groupe.

S'il s'avérait que les résultats fiscaux futurs étaient sensiblement différents de ceux prévus pour justifier la comptabilisation des impôts différés actifs, le Groupe serait alors dans l'obligation de revoir à la baisse ou à la hausse le montant des actifs d'impôts différés, ce qui aurait un effet significatif sur le bilan et le compte de résultat.

- Indice de perte de valeur

Lorsque la société constate un indice de perte de valeur, celle-ci procède à un test de dépréciation.

Au 31 décembre 2014, ADA n'a pas identifié d'indice de perte de valeur, survenu depuis le 31 décembre 2013, nécessitant de procéder à des tests de dépréciation.

- Test de dépréciation

Le test consiste à comparer la valeur nette comptable des Unité Génératrice de Trésorerie à sa valeur recouvrable, celle-ci étant définie comme la plus élevée entre la valeur d'utilité ou la juste valeur diminuée des coûts de vente.

Conséquemment au point 2.20 sur l'information sectorielle qui précise qu'un seul secteur d'activité subsiste, les tests de dépréciation seront réalisés sur deux Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) :

- La première UGT comprend un portefeuille de fonds de commerce détenu par le Groupe et mis en location gérance en contrepartie d'une redevance versée,
- La deuxième UGT comprend les écarts d'acquisition représentatifs du coût de mise en place et de développement du réseau de franchise.

Ces actifs incorporels et ces écarts d'acquisition se montent à 10 797 K€ au 31 décembre 2014.

Les tests réalisés par la société sont calculés en fonction des cashflows actualisés des fonds de commerce en location gérance et de ceux non actualisés en restructuration. Ces derniers sont rapprochés du montant à l'actif du bilan.

- Indication de sensibilité

Les analyses de sensibilité portent à la fois sur les écarts d'acquisition représentatifs du coût de mise en place et de développement du réseau de franchise, et les écarts d'acquisition relatifs à la location gérance.

Une baisse de 5% du chiffre d'affaires générés par l'ensemble des agences en location gérance n'aurait aucun impact sur la valeur nette comptable des écarts d'acquisition de la location gérance.

En ce qui concerne le réseau de franchise, une hausse très sensible du taux d'actualisation de 8% utilisé actuellement n'entraînerait aucune dépréciation supplémentaire.

- Actifs incorporels et écarts d'acquisition

Un écart d'acquisition de 3 543 K€ a été comptabilisé en 2014 dans le cadre des regroupements d'entreprises de l'année décrit en note 4. En utilisant des données de marché, des estimations ont été faites et des jugements ont été apportés afin de déterminer la juste valeur des actifs nets acquis et plus particulièrement les actifs incorporels.

2.20. Changements d'estimation

Au cours de l'exercice 2014, la société EDA a révisé son évaluation des frais de remise en état des véhicules restitués aux constructeurs. Cette évaluation reposait jusqu'alors sur l'exhaustivité du parc restitué. La société dispose désormais d'une base historique suffisante des frais effectivement facturés par les constructeurs et fonde son évaluation globale sur cette observation.

Concomitamment, le produit issu de la différence entre l'estimation initiale des frais de remise en état et les montants refacturés aux franchisés était différé jusqu'à réception de la facture du constructeur. L'observation historique permet désormais d'apprécier une partie de ce produit à constater en résultat dès l'origine.

Le détail des incidences sur le compte de résultat 2014 de ce changement d'estimation est fourni en note 4.14 aux états financiers.

2.21. Information sectorielle

L'évolution de l'activité du Groupe est marquée par son recentrage sur l'activité de franchiseur, et la réduction très sensible de l'exploitation en succursale de l'activité de location courte durée.

Ainsi en 2014, ils ne subsistent plus que 7 succursales exploitées en propre, dont le volume d'activité ne justifie plus le maintien d'un secteur distinct d'activité. En conséquence, la société ne présente plus d'information sectorielle.

2.22. Résultat financier

Le résultat financier comprend :

- le coût de l'endettement financier brut, constitué des agios financiers et de la fraction des loyers de crédit-bail assimilable à une charge d'intérêts
- les produits des valeurs mobilières de placement.
- les intérêts liés aux emprunts sont comptabilisés, en charges, dans l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Les coûts d'emprunt sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

3 – Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation est le suivant :

Sociétés	Pourcentage d'intérêt	Méthode	Activité
ADA	Mère		Animation et développement du réseau de franchisés; agences en location gérance
EDA	99,94 %	I.G.	Gestion du parc de véhicules, location longue durée du parc de véhicules et vente de services auprès des franchisés
ADA SERVICES	100,00 %	I.G.	Prestations informatiques destinées tant aux franchisés qu'aux succursales et au siège de ADA et franchiseur deux roues
ADA COURTAGE	100,00%	I.G.	Courtage en assurance
ADA DEVELOPPEMENT	100,00%	I.G.	Agence de location courte durée et restructuration des agences

Acquisition et cession de fonds de commerce

Dans le cadre de son effort de développement de son réseau, le groupe ADA a fait l'acquisition de 29 nouveaux fonds de commerce en propre, et a cédé à des franchisés 22 fonds de commerce précédemment détenus en propre.

Ce processus de développement du réseau a été appréhendé globalement par la société. L'investissement de 3 561 K€ est la traduction financière de l'effort du groupe dans le développement de son réseau et correspond principalement à l'acquisition de fond de commerce qui ne remplissent pas les critères d'IAS 38 pour être reconnus individuellement.

Les transactions ont pris la forme juridique d'une prise de contrôle ou d'acquisition de fonds de commerce (Sete, Beaune, St Raphaël, St Laurent de Mure, Massy, Toulon, Tourcoing, Antibes, Grasse, Bastia, LE Pecq, Ajaccio, Pessac, Fontaine, Salon de Provence, Versailles, Coulommiers, Manosque, Nanterre, Six Fours, Merignac , Gaité, Macon, Maisons Alfort, Soissons, Boulogne Billancourt, Biganos, Pantin, Vitrolles)

Ces transactions ont été traitées comme des regroupements d'entreprises selon IFRS 3 (R) et ont donné lieu à la reconnaissance d'un écart d'acquisition de 3 543 K€, correspondant à des éléments ne répondant pas aux critères de reconnaissance des actifs incorporels. Le montant alloué aux immobilisations corporelles est de 18 K€.

Les actifs nets acquis et l'écart d'acquisition sont détaillés ci-dessous :

Montant versé en numéraire	3 561 k€
Coûts liés aux acquisitions	<u>0 k€</u>
Total du prix d'acquisition	3 561 k€
Juste valeur des actifs nets acquis	18 k€
Ecart d'acquisition	3 543 k€
Dont éléments ne pouvant être comptabilisés séparément correspondant à l'achat isolé de fonds de commerce (note 4.1)	3 543 k€

Les actifs et passifs liés à ces acquisitions, évalués à leur Juste Valeur, n'ont pas donné lieu à la comptabilisation d'une dépréciation:

VNC des éléments acquis	
Immobilisations corporelles	18 k€
Ecart sur achats isolés de fonds de commerce	3 543 k€
Prix d'acquisition versé en numéraire	3 543 k€
Trésorerie et équivalents de trésorerie acquis	0 k€
Trésorerie décaissée au titre des acquisitions	3 543 k€

Les conséquences de ces acquisitions dans les comptes consolidés au 31 décembre 2014 sont :
une amélioration du Chiffre d'affaires de 24 K€
une amélioration du résultat net de 24 K€.

Si ces fonds de commerce avaient été acquis dès le 1^{er} janvier 2014, l'impact sur les comptes consolidés au 31 décembre 2014 aurait été le suivant par rapport aux comptes présentés :
une amélioration du Chiffre d'affaires de 44 K€
une amélioration du résultat de 44 K€

La cession de fonds de commerce détenus en propre à des franchisés a généré un gain de 931 K€. Le Chiffre d'affaires et le résultat net consolidé relatifs à ces fonds de commerce se montent respectivement à 931 K€ et 931 K€ dans les comptes consolidés au 31 décembre 2014.

En 2013, le groupe avait acquis 23 fonds de commerce pour 2 335 K€ et cédé 37 fonds de commerce pour un résultat de cession (gain) de 2 079 K€.

Acquisition d'intérêts non contrôlant

Dans le cadre de son effort pour le développement du réseau ADA, le groupe peut être amené à acquérir auprès des détenteurs d'intérêts non contrôlant (anciennement intérêts minoritaires), une partie, voire même la totalité de leur participation dans des filiales du groupe. En cas d'acquisition d'une participation complémentaire dans une filiale consolidée, la différence entre le prix payé et la valeur comptable des intérêts non contrôlant est comptabilisée en variation des capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère du Groupe.

4. Notes sur le bilan et le compte de résultat

4.1. Écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition s'analysent ainsi :

	Écarts d'acquisition sur réseau Franchise	Écarts d'acquisition sur location gérance	Total
Écarts d'acquisition au 31/12/2013			
Valeur brute	6 490	6 512	13 002
Amortissements et dépréciations cumulés	-3 183	-358	-3 541
Valeur nette	3 307	6 154	9 461

Tableau de variation :

	Écarts d'acquisition sur réseau Franchise	Écarts d'acquisition sur location gérance	Total
Valeur nette au 01/01/2014	3 307	6 154	9 461
Acquisitions	0	3 543	3 543
Cessions	0	-2 207	- 2 207
Pertes de valeur	0	0	0
Valeur nette au 31/12/2014	3 307	7 490	10 797

L'augmentation correspond à l'acquisition au cours de l'exercice 2014 de 29 fonds de commerce sur Sete, Beaune, St Raphaël, St Laurent de Mure, Massy, Toulon, Tourcoing, Antibes, Grasse, Bastia, LE Pecq, Ajaccio, Pessac, Fontaine, Salon de Provence, Versailles, Coulommiers, Manosque, Nanterre, Six Fours, Merignac, Gaité, Macon, Maisons Alfort, Soissons, Boulogne Billancourt, Biganos, Pantin, Vitrolles).

La diminution est due à la sortie des agences de Chambéry, Meaux, Longvic, Maugio, Strasbourg, Montpellier, Menton, Etampes, Valence, Le Pecq, Istres, Arles, Echirolles, Ales, Nîmes, Beaune, Soissons, Chambry, Biganos, Bordeaux Pont de Pierre, Limoges, St Quentin.

4.2. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles s'analysent ainsi :

	Marques licences	Droit au bail	Total
Immobilisations incorporelles au 31/12/13			
Valeur brute	11 560	244	11 804
Amortissements et dépréciations cumulées	- 8 232		-8 232
Autres mouvements amortissement	-4		-4
Valeur nette	3 324	244	3 568
Immobilisations incorporelles au 31/12/14			
Valeur brute	12 595	254	12 849
Amortissements et dépréciations cumulées	-9 589		-9 589
Autres mouvements amortissement			
Valeur nette	3 006	254	3 260

Tableau de variation :

	Marques licences	Droit au bail	Total
Valeur nette au 01/01/2014	3 324	244	3 568
Acquisitions	1 042	15	1 057
Cessions	-7	-5	-12
Autres mouvements	0		0
Dotations aux amortissements	- 1 353		-1 353
Valeur nette au 31/12/2014	3 006	254	3 260

Les acquisitions de la période sont essentiellement liées des développements du nouveau système d'information de la gestion de la flotte. L'augmentation du poste Droit au bail est liée aux divers droits d'entrée versés lors de la création de nouvelles agences.

Le droit au bail est un actif identifiable, cessible ayant une durée de vie indéterminée et ne fait l'objet d'aucun amortissement, mais fait l'objet de tests de dépréciation au sein de l'UGT Location Gérance, auquel il est affecté.

4.3. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles s'analysent ainsi :

	Véhicules	Autres immobilisations	Total
Immobilisations corporelles au 31/12/2013			
Valeur brute	8 698	2 954	11 652
Amortissements et dépréciations cumulés	-4 176	-2 359	-6 535
Valeur nette	4 522	595	5 117

Immobilisations corporelles au 31/12/2014			
Valeur brute	13 342	3 514	16 856
Amortissements et dépréciations cumulés	-6 666	-2 553	-9 219
Valeur nette	6 676	961	7 637

Tableau de variation :

	Véhicules	Autres immobilisations	Total
Valeur nette au 01/01/2014	4 522	595	5 117
Acquisitions	8 294	1 351	9 645
Autres mouvements		0	0
Cessions	-3 650	-791	-4 441
Dotations aux amortissements	-2 490	-194	-2 684
Valeur nette au 31/12/2014	6 676	961	7 637

La variation des acquisitions des immobilisations corporelles est principalement liée à la politique de gestion du parc d'EDA.

4.4. Autres actifs financiers non courants

Les autres actifs financiers non courants s'analysent ainsi :

	31/12/2013	31/12/2014
Prêts au personnel et autres prêts	151	163
Dépôts et cautionnements	381	390
Divers	20	15
Total	552	568

4.5. Créances clients

Les créances ne portent pas d'intérêts et sont en général payables entre 45 et 60 jours.

Les créances clients nettes s'élèvent à 13 490 K€ (après constatation d'une provision de 3 440 K€ contre 2 922 K€ en 2013), ces créances ont une échéance à moins de 1 an.

Balance âgée clients au 31/12/14 :

31/12/2014	Non échu	30 jours	60 jours	Plus de 90 jours
13 490	8 714	1 063	1 430	2 283

31/12/2013	Non échu	30 jours	60 jours	Plus de 90 jours
14 443	9 817	165	-1660	6 121

4.6. Autres actifs courants

Les autres actifs courants s'analysent ainsi :

	31/12/2014	31/12/2013
Créances fiscales et sociales	3 239	4 597
Créances vis-à-vis des constructeurs	3 639	3 711
Débiteurs divers	8 108	9 206
Total	14 986	17 514

Balance âgée des créances vis-à-vis des constructeurs:

31/12/2014	Non échu	Moins de 3 mois	Moins de 6 mois	Plus de 6 mois
3 639	1 842	1 098	261	438

31/12/2013	Non échu	Moins de 3 mois	Moins de 6 mois	Plus de 6 mois
3 711	936	109	2 637	29

Les débiteurs divers correspondent principalement à :

- des crédits vendeurs pour 5 357 K€,
- des paiements attendus d'assurances suite à des sinistres pour 497 K€,
- des comptes centralisés pour 2 179 K€,
- des comptes divers pour 75 K€.

Balance âgée des débiteurs divers :

31/12/2014	Non échu	Moins de 3 mois	Moins de 6 mois	Plus de 6 mois
8 108	1 467	1 116	142	5 383

31/12/2013	Non échu	Moins de 3 mois	Moins de 6 mois	Plus de 6 mois
9 206	4 294	2 402	56	2 454

4.7. Charges et produits constatés d'avance

Les charges constatées d'avance correspondent notamment à des loyers immobiliers et à des loyers à venir sur les véhicules acquis dans le cadre de contrats avec clause de rachat par le constructeur.

Ce poste comprend également la quote-part d'écotaxe rattachée aux coûts de détention à venir des véhicules.

Les bonus sur acquisitions de véhicules sont traités comme des subventions selon IAS 20 et sont donc étalés sur la durée de détention de ces véhicules.

Le poste « produits constatés d'avance » correspond à la quote-part des bonus restant à étaler et à certains frais de remise en état facturés d'avance.

4.8. Trésorerie nette

La trésorerie nette se compose des éléments suivants:

	31/12/2014	31/12/2013
Comptes bancaires débiteurs	277	385
Comptes bancaires créditeurs	-1 464	-2 945
Trésorerie nette	-1 187	-2 560

4.9. Capitaux propres consolidés

Le capital social est fixé à 4 442 402,16 euros divisé en 2 922 633 actions d'une valeur nominale de 1,52 euros chacune. Il est entièrement libéré. Sur ces 2 922 633 actions, 34 619 actions ont un droit de vote double.

Aucun dividende n'a été distribué au cours de l'exercice 2014.

Le groupe contrôle le capital de façon à maintenir les capitaux propres à un niveau permettant d'assurer le bon déroulement des activités, le financement de ses investissements dans des conditions optimales et la création de valeur pour ses actionnaires.

La quote-part de pertes de l'année et des pertes antérieures revenant aux minoritaires est allouée au groupe et aux "intérêts non contrôlant" (anciennement intérêts minoritaires) en fonction de leur pourcentage de participation respectif, même si cela conduit à reconnaître des intérêts non contrôlant négatifs.

État des produits et des charges comptabilisés

La société n'a pas comptabilisé de produits ou de charge directement en capitaux propres et aucun changement de méthode ou correction d'erreur n'ont impacté les comptes en 2011, 2012, 2013 ou en 2014. Présenter un état des produits et des charges comptabilisés reviendrait donc à présenter les éléments du compte de résultat.

Réserves Stocks Options

En date du 24 juin 2011, l'Assemblée Générale Mixte des actionnaires a renouvelé l'autorisation donnée au Conseil d'Administration de consentir au bénéfice de tout ou partie des mandataires sociaux et/ou des membres du personnel du groupe, des options donnant droit à l'achat d'actions, acquises préalablement à l'attribution, et/ou à la souscription d'actions nouvelles de la société à émettre à titre d'augmentation de capital, dans la limite d'un nombre maximum de 292.263 actions d'une valeur nominale d'environ 1,52 euros, soit dans la limite de 10% du capital et dans la limite des options déjà attribuées en vertu des précédentes autorisations.

L'Assemblée Générale fixe à cinq ou dix ans, à compter de leur attribution, le délai de validité pendant lequel les options pourront être exercées. Le Conseil fixe les conditions d'attribution liées aux stock-options, notamment le prix d'exercice, selon certaines modalités imposées par l'Assemblée.

Suite à l'augmentation de capital du 16 octobre 2009, et afin de maintenir les droits des titulaires des stock-options existantes, le prix d'exercice et le nombre d'action sous options ont, le cas échéant, été ajustés.

Le détail des stocks options est le suivant :

Date des C.A. d'attribution	Options attribuées en circulation	Prix d'attribution
22/10/2001	1.419	28,58€
15/11/2002	6 742	22,09€
28/09/2005	12 640	10,92€
07/11/2006	12 642	13,55€
28/06/2010	40 928	8,68€
TOTAL	74 371	

Plan de stock options

En application des dispositions de la norme IFRS 2, seuls les plans accordés après le 7 novembre 2002 et dont les droits ne sont pas acquis le 1er janvier 2005 sont évalués et comptabilisés en charges de personnel. Les plans antérieurs au 7 novembre 2002 ne sont pas évalués et restent non comptabilisés. A ce jour, seuls les plans émis le 15 novembre 2002, le 28 septembre 2005 et le 7 novembre 2006 entrent dans le champ de première application de la norme et sont évalués à la juste valeur. A la date d'attribution :

- Plan du 15 novembre 2002

La juste valeur de chacune de ces options ressortait pour 7,90 euros, déterminée selon un modèle d'évaluation Black-Scholes-Merton employant les données suivantes :

1. Cours de l'action à la date d'attribution 22,33 € ;
2. Prix d'exercice : de 22,33 € , ajusté à 22,09 € le 16/10/2009 ;
3. Taux d'intérêt annuel de 2,65% ;
4. Volatilité de 20% ;
5. Hypothèse d'un taux de rotation du personnel de 0 % ;
6. Hypothèse : les droits seront acquis 2 ans après la date d'attribution de chaque tranche.

- Plan du 28 septembre 2005

La juste valeur de chacune de ces options ressortait pour 2,38 euros, déterminée selon un modèle d'évaluation Black-Scholes-Merton employant les données suivantes :

- 1 Cours de l'action à la date d'attribution 11,04 € ;
2. Prix d'exercice : de 11,04 € , ajusté à 10,92 € le 16/10/2009 ;
3. Taux d'intérêt annuel de 2,65% ;
4. Volatilité de 20% ;
5. Hypothèse d'un taux de rotation du personnel de 0 % ;
6. Les droits seront acquis 2 ans après la date d'attribution de chacune des 4 tranches sous condition de présence du bénéficiaire à la date de souscription.

-Plan du 7 novembre 2006

La juste valeur de chacune de ces options ressortait pour 3,55€ déterminée selon un modèle d'évaluation Black-Scholes- Merton employant les données suivantes :

1. Cours de l'action à la date d'attribution 13,69 € ;
2. Prix de l'exercice : de 13,69 €, ajusté à 13,55 € le 16/10/2009;
3. Taux d'intérêt annuel 3,20 % ;
4. Volatilité de 20% ;
5. Hypothèse d'un taux de rotation du personnel de 20 % ;
6. Les droits seront acquis 2 ans après la date d'attribution de chacune des 4 tranches sous condition de présence du bénéficiaire à la date de souscription.

-Plan du 28 juin 2010

La juste valeur de chacune de ces options ressortait pour 1,95€ déterminée selon un modèle d'évaluation Black-Scholes- Merton employant les données suivantes :

1. Cours de l'action à la date d'attribution 8,68 € ;
2. Prix de l'exercice : de 8,68 € ;
3. Taux d'intérêt annuel 2 % ;
4. Volatilité de 20% ;
5. Hypothèse d'un taux de rotation du personnel de 0 % ;
6. Les droits seront acquis 2 ans après la date d'attribution de chacune des 2 tranches sous condition de présence du bénéficiaire à la date de souscription.

Attribution d'actions gratuites

L'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires réunie le 22 Mai 2006 a autorisé le Conseil d'Administration à procéder, à l'émission de 10 007 actions de la société Ada au maximum, représentant 0,6% du capital, d'une valeur nominale de 1,52 euros chacune, en vue de leur attribution gratuite aux salariés et/ou dirigeants de la Société.

Une première tranche de 2006 actions gratuites a été attribuée par le Conseil d'Administration du 28 septembre 2006. A l'issue de la période d'acquisition, il a été effectivement attribué 1 598 actions.

Le 15 novembre 2007, le Conseil d'Administration a décidé d'attribuer gratuitement un nombre de 1 564 actions supplémentaires. A l'issue de la période d'attribution, il a été effectivement attribué 1 054 actions.

La juste valeur de chacune des actions gratuites attribuées lors de la première tranche du 28 septembre 2006 ressortait à 13,803 € selon les données suivantes :

- 1- cours de l'action à la date d'attribution : 13,803€
- 2- Hypothèse d'un taux de rotation du personnel de 20%
- 3- Les droits seront acquis 2 ans après la date d'attribution sous condition de présence du bénéficiaire à la date de souscription

La juste valeur des actions gratuites attribuées lors de la deuxième tranche du 15 novembre 2007 ressortait à 16,036 €

- 1- cours de l'action à la date d'attribution : 16,036 €
- 2- Hypothèse d'un taux de rotation du personnel de 20 %
- 3- Les droits seront acquis 2 ans après la date d'attribution sous condition de présence du bénéficiaire à la date de souscription.

Le coût correspondant à la juste valeur est étalé dans le résultat sur la période d'acquisition des droits.

La charge cumulée au 31 décembre 2014 depuis l'attribution des options et actions gratuites s'élève à 275 K€ sans impact sur les capitaux propres totaux puisque la réserve de stocks options est créditée en contrepartie de la charge constatée au compte de résultat.

4.10. Provisions non courantes et courantes

L'évolution des provisions pour risques et charges est la suivante :

	31/12/2013	Dotations	Utilisations	Reprises non utilisées	31/12/2014
Provisions pour risques et litiges	368	211	40		539
Provision Indemnité départ en retraite	27	14	1		40
Provisions non courantes	395	225	41		579
Provisions courantes	30		30		0
Total	425	225	71		579

Les provisions risques et litiges se composent principalement d'une provision pour risque sur titres de participation non consolidés de 177 K€ sur la participation belge Belgium Rent, en cours de liquidation. Elle a été déterminée de façon à couvrir le risque sur cette entité à hauteur de sa situation nette négative.

Le solde des provisions pour risques et litiges au 31/12/2014 correspond à des contentieux.

4.11. Emprunts et dettes financières

La composition dettes financières courantes et non courantes est la suivante :

	31/12/2014	31/12/2013
Crédit-bail	0	177
Dettes auprès des établissements financiers	0	0
Dettes financières non courantes	0	177
Crédit-bail	177	210
Lignes de crédit	9 473	3 434
Soldes créditeurs bancaires	1 464	2 945
Dettes financières courantes	11 114	6 589
Total	11 114	6 766

Dettes financières liées aux contrats de Crédit-bail

La valeur nette comptable totale est de 177 K€. Au cours de l'exercice, la société a remboursé la somme de 210 K€.

Dettes financières sur lignes de crédit

Les dettes financières sur lignes de crédit correspondent essentiellement au financement des acquisitions de véhicules, qui prennent la forme soit d'acquisitions fermes, soit d'acquisitions avec engagement de rachat par les constructeurs de ces mêmes véhicules. Dans ce dernier cas, la contrepartie de ces dettes financières correspond d'une part, à une créance à hauteur de l'engagement de rachat, et d'autre part, à des charges de loyers à étaler sur la durée de détention des véhicules (cf. notes 4.7 et 4.8).

Le montant des lignes de crédit disponibles non utilisées au 31/12/2014 s'élève à 5 739 K€.

Il n'existe aucun covenant lié aux emprunts et dettes financières.

4.12. Dettes fournisseurs et autres passifs courants

Les dettes fournisseurs et autres passifs courants s'analysent ainsi :

	31/12/2014	31/12/2013
Dettes fiscales et sociales	4 360	3 938
Dettes vis-à-vis des constructeurs	928	4 466
Comptes courants créditeurs	563	563
Avoirs à émettre	228	340
Dettes diverses	0	0
Total des autres passifs courants	6 079	9 307
Dettes fournisseurs	5 919	12 471
Total	11 998	21 778

Les dettes n'ont pas porté intérêts.

Les dettes fournisseurs sont généralement payables à 30 jours fin de mois.

Les dettes vis-à-vis des constructeurs entrent dans le cadre des détentions de véhicules avec engagement de rachat et sont généralement payables à 60 jours.

4.13. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires s'analyse comme suit:

	2014	2013	Var
Produits de locations directes de véhicules	910	808	12,63 %
Produits Franchise et autres services aux franchiseurs	44 347	34 272	29,36 %
Total produits des activités ordinaires	45 257	35 080	28,97%

En ce qui concerne les produits de locations directes de véhicules, le groupe ADA a constaté une augmentation de 12,63 % concernant les revenus réalisés avec sa société mère et ses sociétés sœurs. La variation positive de 29,36 % sur les produits Franchises et autres services aux franchiseurs tient compte des nouveaux produits mis en place cette année comme l'assurance RC dommage et les packs services.

4.14. Produits et charges opérationnels

Charges de personnel

	2014	2013
Charges salariales	3 366	3 198
Charges sociales	1 523	1 377
Participation sociales	83	29
Retraites	13	-11
Charges liées aux paiements en actions	0	7
Total des charges de personnel	4 985	4 600

Les charges salariales sont constituées des salaires et traitements, de la participation des salariés et d'indemnités transactionnelles.

L'effectif au 31 décembre s'établit comme suit :

	2014	2013
Cadres	33	28
Agents de maîtrise, employés, ouvriers	41	34
Total	74	62

L'effectif moyen de l'exercice 2014 est de 74 personnes.

Autres produits et charges opérationnels

	2014	2013
Gain/ Perte sur cession d'immobilisations incorporelles	1 078	2 079
Gain/perte sur cession d'immobilisations corporelles	290	-47
Gain/perte sur cession d'immobilisations financières	1	0
Autres produits et frais de gestion	624	1 949
Amendes	-71	-94
Total des autres produits et charges opérationnels	1 922	3 887

Gain sur cession d'immobilisations incorporelles

L'exercice 2014 enregistre notamment un gain sur cession d'agences pour 1078 K€ contre 2 079 K€ en 2013

Gain sur cession d'immobilisations corporelles

Ce montant correspond essentiellement aux cessions de véhicules

Autres produits et frais de gestion:

En 2014, ce poste est constitué de charges diverses de gestion courante.

Résultat opérationnel

Au cours de l'exercice 2014, le Groupe a changé sa méthode d'estimation des frais de remise en état des véhicules (cf note 2.20). L'impact sur le résultat opérationnel 2014 est de 1 891 K€.

4.15. Coût de l'endettement financier net

	2014	2013
Lignes de crédit et découverts bancaires	-132	-223
Charges financières au titre des contrats de crédit-bail	-39	-64
Divers	-6	-6
Total des charges financières	-177	-293
Produits d'intérêts bancaires	0	0
Divers	329	215
Total des produits financiers	329	215
Coût de l'endettement net	152	-78

4.16. Impôts sur le résultat

Périmètre d'intégration fiscale

Au 31 décembre 2014, le groupe d'intégration fiscale français, dont ADA est la société mère, est composé des sociétés suivantes :

- ADA
- EDA
- ADA SERVICES
- ADA DEVELOPPEMENT
- ADA COURTAGE

Preuve d'impôt

Le produit/charge d'impôt est principalement composé des éléments suivants :

	2014	2013
Impôt exigible	-390	5
Impôts différés	157	0
Charge d'impôt comptabilisé au compte de résultat consolidé	-233	5

Le rapprochement entre la charge d'impôt obtenue en appliquant le taux en vigueur au résultat avant impôt et la charge d'impôt réelle du groupe est le suivant:

	2014	2013
Résultat de l'ensemble consolidé	3 247	2 414
Charge ou Produit d'impôt	-233	5
Résultat avant impôt	3 480	2 409
IS (charge) au taux en vigueur de 33,33%	-1 159	-803
Charges non déductibles fiscalement	0	7
Quote-part de résultat des sociétés MEE	0	0
Utilisation d'impôts différés actifs non activés et autres différences temporelles	926	796
Activation de déficits fiscaux antérieurs non comptabilisé précédemment	0	0
Charge d'impôt effectivement constaté	-233	0
Taux effectif d'impôt	6,70%	0%

Impôts différés

Les sources d'impôts différés sont les suivantes :

	Bilan		Compte de résultat	
	31/12/2014	31/12/2013	2014	2013
Passifs d'impôts différés	0	0	0	0
<i>Actifs d'impôts différés</i>				
Crédit-bail	59	84	-25	20
Retraites	13	8	+5	- 4
Déficits reportables sur bénéfices fiscaux futurs	1 852	1 675	177	-16
Actifs d'impôts différés	1 924	1 767		
Produit d'impôts différés			157	0

Les déficits fiscaux reportables non utilisés en 2014 s'élèvent à 5 773 K€ au 31 décembre 2014 contre 7 941 € au 31/12/2013. Ils représentent une économie future d'impôts de 1 924 K€ au taux actuel.

4.17. Résultat par action

Sont présentées, ci-dessous, les informations sur les résultats et les actions ayant servi au calcul des résultats de base et dilué par action pour l'ensemble des activités :

	2014	2013
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires (K€)	3 247	2 414
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires pour le résultat de base par action	2 922 633	2 922 633
Effets dilutifs sur options de souscription d'actions	0	0
Effets dilutifs sur attribution actions gratuites	0	0
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires pour le résultat dilué par action	2 922 633	2 922 633
Résultat par action (€/action)	1,11	0,83
Résultat dilué par action (€/action)	1,11	0,83

Les options de souscription d'actions dont le prix d'exercice est supérieur au cours de l'action, ne sont pas considérées comme dilutives. L'effet dilutif est non significatif en 2013 et 2014.

4.18. Informations relatives aux parties liées

L'actionnaire principal du groupe est G7, l'ultime société mère du groupe est la SAS Copag.
Le groupe entretient des relations avec ses sociétés mises en équivalences, avec des filiales du groupe G7 et avec son Conseil d'Administration.

Le tableau suivant fournit le montant total des transactions qui ont été conclues avec les parties liées pour l'exercice.

(en milliers d'euros)		Ventes aux parties liées	Achats auprès de parties liées	Créances sur les parties liées	Dettes envers les parties liées
Entités qui contrôlent directement ou indirectement ADA					
Copag	2013	32	394	2	0
	2014	54	482	26	0
G7	2013	5	457	0	577
	2014	0	497	0	25
Entités qui ont un manager clé en commun avec ADA					
Nep Services	2013	15	91	2	0
	2014	15	91	3	-9
Assistance et Conseil	2013	22	289	3	10
	2014	9	320	4	5
Pragmatik	2013	246	412	0	7
	2014	47	406	37	0
Homebox	2013	24	20	8	0
	2014	51	24	16	0
Box 38	2013	1	0	1	0
	2014	6	0	0	0
Box 76	2013	1	0	1	0
	2014	6	0	0	0
Boxes Aubervilliers	2013	1	0	1	0
	2014	6	0	0	0
Mgf Logistique Nord	2013	0	0	0	0
	2014	0	0	-6	0
Allo Taxi	2013	34	0	0	0
	2014	23	0	0	0
MOBIL BOX	2013	2	0	0	0
	2014	0	0	0	0
Box Rent	2013	0	17	0	0
	2014	0	18	0	0
Novarchive	2013	18	30	0	0
	2014	34	28	8	0
Novarchive Holding	2013	1	0	0	0
	2014	8	0	0	0
Novarchive Toulouse	2013	6	0	0	0
	2014	5	0	0	0
Foncière G7	2013	4	0	0	0
	2014	0	0	0	0
SERENIS	2013	3	114	0	5
	2014	0	107	8	24
MGF sud ouest	2013	3	0	0	0
	2014	0	0	0	0
MGF IDF /Provence	2013	0	0	0	0
	2014	0	0	0	0
MGF Aubagne	2013	1	0	0	0
	2014	1	0	1	0

(en milliers d'euros)		Ventes aux parties liées	Achats auprès de parties liées	Créances sur les parties liées	Dettes envers les parties liées
MGF Dunkerque	2013	21	0	0	0
	2014	19	0	1	0
MGF Rhone-Alpes	2013	1	0	0	0
	2014	0	0	0	0
MGF TBL	2013	3	0	0	0
	2014	0	0	0	0
G IMMO +	2013	0	0	0	0
	2014	0	14	0	0
MGF Conseil	2013	8	0	0	0
	2014	14	0	0	0
MGF Gennevilliers	2013	3	0	0	0
	2014	0	0	0	0
HOMEBOX COLOMBES	2013	9	0	0	0
	2014	12	0	0	0
LES BOXES DE STRASBOURG	2013	1	0	1	0
	2014	3	0	0	0
LES BOXES DE ROISSY	2013	12	0	2	0
	2014	10	0	0	0
SNGT	2013	0	50	0	0
	2014	1	49	0	0

Les ventes et les achats avec les parties liées sont réalisés aux prix du marché. Les soldes en cours à la fin de l'exercice ne sont pas garantis et les règlements se font en trésorerie. Il n'y a pas eu de garanties fournies ou reçues pour les créances sur les parties liées. Aucune provision pour créances douteuses relatives aux montants dus par les parties liées n'a été enregistrée.

Les conventions avec les entreprises liées sont les suivantes :

Bail commercial avec la société G Immo Toulon 2
Honoraires d'animation groupe avec la société Copag
Honoraires de mise à disposition de personnel par Assistance et Conseil,
Bail commercial consenti par la société G7, et avance en compte courant,
Convention d'assistance administrative et financière par la société Nep Services,
Facturation de l'utilisation du logiciel infogreffé par Assistance et Conseil,
Facturation des mises à disposition des véhicules, des redevances de royalties avec les sociétés mises en équivalence,
Facturation du contrat de sous-traitance de la Centrale de Réservation par Sérénis,
Prestation de traitement des archives pour Novarchive.
Mise à disposition de personnel avec Allo Taxi
Location de parking avec la société SNGT
Prestations et matériels informatiques avec la société Pragmatik
Convention occupation de parking avec G7
Convention intégration fiscale avec Eda, Ada Services, Ada Développement, et Ada Courtage
Convention centralisation de trésorerie avec Eda, Ada Services, Ada Développement, et Ada Courtage
Garantie à 1^{ère} demande émise par Ada au profit de lixxbail en garantie des engagements souscrits dans le cadre du financement de la flotte Eda
Convention de mise à disposition du restaurant d'entreprise avec G7

Il n'y a pas de rémunération allouée au titre de l'exercice aux membres clefs du management du groupe, des organes de direction et de surveillance.

Il n'y a pas d'avantage de retraite particulier lié à la fonction.

Les options de souscriptions d'actions accordées aux membres des organes de direction restent inchangées et sont au nombre de 25 282 au 31 décembre 2014.

Il n'y a pas de charge enregistrée sur l'exercice.

5 - Autres informations

5.1. Engagements

Les engagements ci-dessous correspondent à l'exhaustivité des engagements connus à ce jour.

Engagements sur locations de véhicules

	Total	A moins de 6 mois	Entre 6 mois et 1 an	De 1 à 5 ans
Engagements donnés				
Paielements sur contrats de location simple envers les établissements financiers	7 910	4 443	1 961	1 506
Engagements reçus :				
Paielements sur contrats de location simple de la part des franchisés	11 816	6 092	3 147	2 577

Une partie de la flotte fait l'objet de contrat en location simple dans le cadre de montage structuré tripartite entre le groupe ADA, les constructeurs et les établissements financiers. Le Groupe ADA s'est engagé durant l'exploitation des véhicules à payer le loyer aux établissements financiers, il s'est engagé aussi à restituer le véhicule au constructeur.

Engagement sur les contrats de locations simples de bureaux et d'équipements

Le groupe a conclu des contrats de locations sur les locaux occupés (bureaux, agences...) et sur des équipements et matériels de bureau. Ces locations ont initialement une durée de 3 à 9 ans avec une option de renouvellement à l'échéance ou tacite reconduction. Les loyers sont, en règle générale, révisés chaque année pour tenir compte des conditions de marché. Aucun de ces contrats ne comprend d'option d'achat. Les principales caractéristiques de ces contrats se présentent ainsi :

	31/12/2014	31/12/2013
Échéancier des loyers minimum futurs à payer		
Loyers à moins d'1 an	2 037	1 445
Loyers compris entre 1 et 5 ans	3 318	3 200
Loyers à plus de 5 ans	359	334
Total	5 714	4 979

Engagement sur les contrats de location financement du logiciel d'exploitation

Au 31/12/14, ces engagements de location financement de ADA comprennent le contrat de location souscrit le 1^{er} janvier 2008, à échéance en septembre 2015, et celui souscrit le 1^{er} juillet 2009, à échéance en septembre 2015.

Le tableau ci-dessous résume les principales caractéristiques de ces divers engagements:

	Contrat de location 1 ^{er} janvier 2008	Contrat de location 1 ^{er} juillet 2009
Taux d'actualisation	12,6%	9,45%
Loyers à moins d'un an :		
Actualisés	145	13
En euros constant	163	14
Loyers à plus d'un an :		
Actualisés	0	0
En euros constant	0	0
Valeur initiale de la dette	2 579	132
Valeur nette au 31/12/2014	163	14

Les paiements au titre de la location ont été ventilés entre la charge financière et l'amortissement du solde de la dette. La charge financière a été affectée à chaque période couverte par le contrat de location de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde

restant dû au passif au titre de chaque période.

Les charges financières se définissant comme la différence entre le loyer à payer annuellement (constant sur la durée du contrat) et l'amortissement annuel de la valeur brute du crédit-bail ou du contrat de location.

Cautions bancaires

Les cautions bancaires reçues par ADA groupe sont listées dans le tableau suivant:

Donneur	Bénéficiaire	Tiers	Motif	Expire au	Montant (K€)
CL	SNCF	ADA	Concession de locaux	indéterminé	75
CL	TOTAL	EDA	Caution	indéterminé	4
SG	TOTAL France	ADA	Caution de bonne fin	indéterminé	7
SG	TOTAL RAFFINAGE	ADA	Caution de bonne fin	indéterminé	5
BNP	Trésorerie Clichy	ADA	Impositions contestées	indéterminé	13
BNP	Bail commercial Neuilly	ADA	Caution agence		23

5.2. Objectifs et politiques de gestion des risques

Il n'existe pas de variation significative entre la juste valeur des actifs et passifs financiers et leur valeur au coût amorti dans les états financiers.

- Risque de taux :

Les dettes financières du groupe ADA au 31 décembre 2014 sont intégralement constituées par des tirages de lignes spot d'une durée allant généralement jusqu'à 6 mois. Elles correspondent principalement au financement des acquisitions de véhicules particuliers et utilitaires pour une durée de détention respectivement de 6 mois et de 12 mois. Ces tirages portent intérêt au taux fixe de la période.

- Risque de change :

L'essentiel des points de vente est situé en zone euro.

La part de chiffre d'affaires réalisée hors zone euro est donc très faible et le risque de change négligeable. La société n'a pas mis en œuvre une couverture des risques de change.

- Risque sur actions :

Au 31 Décembre 2014, la société ADA ne détient pas d'actions en propre.

Il n'existe pas au 31/12/2014 d'investissement en actions (placements ou participations). Ces risques sont très faibles dans la mesure où les placements occasionnels portent généralement sur des actifs monétaires à très court terme.

- Risque de crédit:

	31/12/2014	31/12/2013
Créances clients	13 490	14 443
Créances sur les constructeurs	3 639	3 711
Autres	11 347	13 803
Exposition maximum au risque de crédit	28 476	31 957

Un comité interne d'analyse et de surveillance des risques notamment les risques d'impayés des franchisés a été mis en place. Le plus important d'entre eux, en termes de chiffres d'affaires, représente au maximum 3,81 % du chiffre d'affaires de l'enseigne.

Tableau de passage des dépréciations

	01/01/14	Dotations	Reprises	31/12/2014
Provision sur créances clients	2 922	3 625	3 106	3 441
Débiteurs divers	1 423	0	0	1 423
Provisions créances constructeurs	0	0	0	0
Total provisions	4 345	3 625	3 106	4 864

Les provisions sur débiteurs divers sont essentiellement constituées de provision sur les comptes courant d'entités non consolidées, pour 1.423 K€ (Belgium Rent).

- *Risque de liquidité:*

L'essentiel des dettes financières et courantes est à moins de six mois. L'échéancier ci-dessous indique la maturité des dettes sur des intervalles de 6 mois car la majorité des engagements (constructeurs, tirages de lignes SPOT) le sont sur cette durée.

		Echéance non définie	Moins de 6 mois	Plus de 6 mois	Plus de 1 an	2014	2013
Dettes constructeurs	note 4.12	549	544	-287	122	928	4 466
Dettes fournisseurs	note 4.12	4 526	1 012	-108	489	5 919	12 471
C/C G7	note 4.12	563				563	563
Dettes diverses	note 4.12		228			228	340
Dettes financières Ets Crédit	note 4.11		9 473			9 473	3 434
Découvert	note 4.8		1 464			1 464	2 945
Autres dettes (Crédit bail)	note 4.11			177	0	177	387
Total des échéances		5 638	12 721	-218	611	18 752	24 606

La société gère son financement et ses besoins de sortie de ressources par le biais des lignes de crédit négociées, et auprès du groupe G7 à travers le compte courant. Les lignes de crédit sont tirées pour une durée de six mois, renouvelables au-delà de 1 an.

Il n'existe aucun covenant lié aux emprunts et dettes financières.

-*Risques juridiques :*

Le groupe ADA est engagé dans des procédures judiciaires survenant dans le cadre des activités courantes, et à notre connaissance il n'existe pas à ce jour de faits exceptionnels ou litiges particuliers qui ne seraient pas couverts par des provisions adéquates, et/ou qui pourraient revêtir une incidence significative sur l'activité, les résultats, la situation financière et le patrimoine d'elle-même et de ses filiales.

Il est précisé qu'en cas de résiliation du contrat de franchise par le franchiseur pour manquement contractuel du franchisé, il n'est dû aucune indemnité par le franchiseur au franchisé, sauf si ce dernier obtient la condamnation judiciaire du franchiseur pour résiliation abusive. De façon générale, il n'est prévu aucun cas de résiliation anticipée, sauf accord amiable et exprès des parties.

5.3. *Montants des honoraires des commissaires aux comptes*

En application de l'article 221-1-2 du règlement général de l'autorité des marchés financiers, les honoraires des commissaires aux comptes au titre de l'exercice 2014 s'élèvent à 115 K€.

AUDIT	EY				COMPAC			
	MONTANT HT		%		MONTANT HT		%	
	2014	2013	2014	2013	2014	2013	2014	2013
Commissariat aux comptes certifications								
Examen des comptes individuels et consolidés								
Emetteur	69	68,5	1%	5%	40	39,5	1%	4%
Filiales intégrées globalement	6	5	20%	-50%				
Autres Diligences et prestations directement liés à la mission du commissaire aux comptes								
Sous total	75	73,5	2%	-2%	40	39,5	1%	4%
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement								
Juridique, Fiscal, Social								
Autres (à préciser si > 10% des honoraires)								
Sous total								
TOTAL	75	73,5	2%	-2%	40	39,5	1%	4%

5.4. *Evènements importants postérieurs à la clôture*

Néant.